



Échos du monde musulman N° 240

16 novembre 2014

Site : yvesmontenay.fr - @ymontenay



Tunisie : les présidentielles du 23 novembre, suite

Enfin, contrairement à ce qui aurait été presque décidé, le parti islamiste Ennahda ne soutiendra aucun candidat. Bien qu'arrivé second aux législatives avec 33 % des voix, et pouvant donc espérer faire accéder au second tour le candidat de son choix, le parti semble préférer ne pas risquer un désaveu électoral, et ne pas être mêlé aux risques de la gestion du pays, sa propre gestion pendant deux ans lui ayant coûté très cher. Bref ce que l'on appelle en France « une cure d'opposition » pour retrouver une virginité.

L'Émirat Islamique vu du monde arabe

La férocité de l'EI suscite une réprobation épouvantée, d'une part pour ce qu'il fait, d'autre part pour qu'il pourrait faire s'il prenait le pouvoir dans le pays où l'on parle et enfin pour l'image catastrophique qu'il donne l'islam et dont on sent bien qu'elle pourrait rejaillir sur tous les musulmans. Voici par exemple une réaction religieuse algérienne :

http://www.elwatan.com//international/daech-est-une-honte-pour-la-foi-13-10-2014-274081_112.php (si vous n'accédez pas, vous pouvez vous inscrire, c'est simple et gratuit, ou retrouver cet article sur Internet, ainsi que de nombreux autres sur le même thème).

Il y a toutefois quelques nuances. D'une part, comme en France, le côté grande aventure (« devenir célèbre et craint parce que féroce ») fait des adeptes individuels par Internet à la grande frayeur de parents (je rappelle qu'en France, des non-musulmans se convertissent pour partir !), et d'autre part parce que les États-Unis ont pris la tête de la coalition anti EI, et que ces mêmes États-Unis sont ressentis comme des ennemis des Arabes du fait de leur appui à Israël. Bref ce que les États-Unis estiment être un succès (fédérer de nombreux pays, y compris musulmans, contre l'EI), a une facette contre-productive.

L'EI et Al Qaïda

Vous-vous souvenez que l'EI est une dissidence d'Al Qaïda. Cette dernière est une organisation analogue à l'internationale communiste, je veux dire qu'elle agit par des militants « mondialisés », sans attaches nationales ni territoire à contrôler. L'EI, au contraire, insiste sur le contrôle des territoires et les attaches nationales, bien sûr ralliées à son calife autoproclamé. Ainsi les mouvements terroristes qui lui prêtent allégeance doivent changer de nom et s'appeler « province de l'EI pour l'Égypte », comme vient de le faire un mouvement djihadiste du Sinaï jusque-là affilié à Al Qaïda. Les spécialistes font le compte des ralliements et disent que jusqu'à présent, la majorité des djihadistes reste affiliée à Al Qaïda. Ce qui par ailleurs dément les affirmations américaines selon lesquelles Al Qaïda n'existe presque plus depuis la mort de Ben Laden.

Pendant ce temps-là, que devient Bachar El Assad ?

Le président syrien plastronne : « Vous êtes en guerre avec l'EI, moi aussi. Donc rapprochons-nous, et pour commencer arrêtez de dire que je dois partir ». Et de lancer une

campagne d'opinion sur ce thème avec le puissant relais des poutiniens, qui remplissent ma boîte aux lettres avec des messages du genre : « Il faut comprendre la Russie », « Poutine est le dirigeant fort dont le monde a besoin », « Poutine, bouclier de l'Occident contre l'islam »...

C'est mon travail de « comprendre la Russie », je le fais de mon mieux, le problème est que plus je comprends la Russie, plus je pense que les autres déclarations sur Poutine sont une propagande plus qu'une réalité.

Donc notre Bachar travaille à se donner une image sinon respectable, du moins d'interlocuteur indispensable. Et par ailleurs il voit sans déplaisir l'EI affaiblir ses ennemis « démocrates » (par rapport à Bachar, tout le monde est démocrate, sauf l'EI).

Les points qu'il marque ainsi cachent ses autres problèmes, qui ne sont pas minces :

- pour commencer il n'est plus président que d'une partie de la Syrie, et dans cette partie il y a les zones occupées de force après quelques beaux massacres de sa part, et celles de population alaouite (la côte, une partie de Damas et certains quartiers d'autres villes) où on le soutient par crainte des représailles sunnites s'il venait à perdre, mais en groggelant de plus en plus contre sa politique. En effet, cette guerre atroce pèse sur tout le monde, et c'est pire depuis que l'EI décapite les soldats alaouites prisonniers. Et même dans cette partie de la Syrie qu'il contrôle, personne n'est à l'abri d'attentats.

- il dépend de plus en plus de ses alliés chiïtes, les Libanais du Hezbollah et les Iraniens. Certes la religion alaouite est apparentée au chiïsme, mais c'est néanmoins une branche dissidente, voire une secte, et ces alliés profitent de leur présence pour illustrer et recommander fermement la « vraie religion ». De plus ils s'installent, achètent des bâtiments, voire des parties de quartiers à Damas. Bref ils se comportent en maîtres, ce qu'ils sont effectivement ; les Alaouites ont ainsi une raison de mécontentement de plus, les sunnites encore davantage,

- il estime que les démocraties occidentales sont faibles et qu'il n'a pas à tenir compte de leur avis. C'est vrai à court terme, mais comme leurs gouvernements dépendent de l'opinion publique, leur animosité risque de durer et en particulier bloque une éventuelle collaboration contre l'EI.

Un détournement des courriels personnels de Bachar montre qu'il se console en papotant (en anglais) avec sa femme, arabe comme lui, sur les bijoux qu'il va lui offrir. Il n'est pas certain que cela mette sa base alaouite de bonne humeur.

Et l'opération Barkhane ?

La guerre avec l'EI en Irak et Syrie, dans laquelle la France est engagée, a fait perdre de vue l'opération Barkhane que l'armée française mène au Sahel pour prendre la suite de l'opération Serval au nord du Mali. Officiellement, il s'agit de détruire l'implantation terroriste dans le « G5 Sahel » (Mauritanie, Mali, Niger, Tchad et Burkina), c'est-à-dire un théâtre d'opérations immense comprenant un gros morceau du Sahara. Mais, officieusement et très logiquement, il sera difficile de s'arrêter aux frontières alors que le sud de la Libye est la base arrière et une ressource en armes, et que le Nord Nigéria voit les progrès de Boko Haram face à l'armée nigériane, qui menacent le Tchad et le Cameroun.

L'armée française consacre 3000 hommes à cette opération. La mobilité doit suppléer au faible nombre dans un si grand espace. On compte sur l'aide américaine (avions de transport, ravitaillement, renseignement, maintenance) et un petit appui espagnol. L'Europe en tant que telle brille par son absence, alors qu'il s'agit de sécuriser son flanc sud.

En face, on ne reste pas inactif. L'embrouillamini et le flou des frontières demeure entre les différents groupes berbères et terroristes (ce ne sont pas seulement les idées, mais aussi l'argent qui font passer des hommes d'un groupe à l'autre). Or ces groupes veulent montrer leurs muscles d'une part pendant les négociations inter-maliennes à Alger, et, pour l'ensemble de la zone, afin de se faire labéliser « EI » ou prouver leur importance par rapport

aux autres. On retombe sur les questions d'argent : pour une poignée de dollars, on peut demander à un paysan anonyme de poser une mine sous une route. Une baisse très prolongée du prix du pétrole pourrait finir par tarir certaines sources, mais nous n'en sommes pas là.

Au Nord Mali, l'armée nationale n'ose plus se montrer après sa déroute d'il y a quelques semaines, et ce sont les forces des autres pays africains qui doivent occuper le terrain, les Français ne faisant plus que les éventuelles opérations de commando.

Et n'oublions pas l'armée française se fait couper ses crédits chaque année davantage. C'est plus facile pour nos gouvernants que de mécontenter certaines catégories d'électeurs en faisant des économies dans leur secteur.

Le Burkina

Je rappelle que le Burkina est un pays à majorité musulmane (60 % ?) à côté de fortes minorités chrétiennes et animistes. Jusqu'à présent cela n'a pas posé de gros problèmes, même pendant les péripéties politiques en cours, contrairement à ce qui se passe en Centrafrique.

Ces péripéties, à savoir le départ sous la pression populaire d'un président voulant faire prolonger encore une fois son mandat après un long règne, devraient "parler" à beaucoup de gens.